

Le lien mutualiste #171

DES AFFAIRES SOCIALES



MGASERVICES Démarche Qualité AFNOR Certification RECHERCHE Santé: la bio-impression au secours de l'innovation



Nous croyons en nos capacités, dans la qualité de nos garanties, de notre accompagnement global de l'adhérent et de sa famille »

Chères adhérentes, chers adhérents,

dans mon précédent éditorial, je vous expliquais que nos équipes étaient mobilisées et combatives, et ce, malgré un contexte d'incertitude permanente et d'opacité sur la mise en place opérationnelle de la réforme de la Protection Sociale Complémentaire (PSC) dans les ministères.

Vous comprenez, alors, notre étonnement, et la grande déception de notre partenaire, la MGEN, concernant l'attribution du marché du ministère de l'Écologie et de la Transition à un opérateur non mutualiste, et du « tout digital ».

Croire en nos talents et en nos capacités

Nous analysons ce coup de semonce dans l'univers de la mutualité. Nous devons d'abord accepter que la réforme PSC a bien ouvert le marché à des opérateurs alternatifs. Ensuite, nous listons tous nos atouts pour nous confronter à cette nouvelle concurrence qui s'ajoute à celle de nos confrères historiques.

→ Axe relation adhérents: Nous aussi. nous avons effectué notre pivot digital depuis plusieurs années, avec un écosystème numérique au service des adhérents et des employeurs. Mais avec 70 ans d'expérience, nous savons aussi l'importance de la relation directe et humaine, que nous continuerons à valoriser, avec nos équipes sur le terrain, nos élus et notre plateforme téléphonique.

- → **Axe métier :** La gestion des contrats collectifs obligatoires se révèle bien différente de celle des contrats individuels et facultatifs. Nous relevons le défi de former nos équipes, de modifier notre gestion technique, de produire des outils adaptés aux attentes des employeurs publics.
- → Axe gouvernance : Nous allons continuer à revendiguer notre ADN mutualiste, notre volonté de solidarité entre les agents, les générations et les échelons. Avec un acteur de la nouvelle économie, quelle sera la représentativité des clients dans le processus de décision?

Nous croyons en nos capacités, dans la qualité de nos garanties et de notre accompagnement global de l'adhérent et de sa famille. Nous sommes persuadés de la force des partenariats mutualistes, avec MGEN et Relyens, pour apporter le meilleur service, à un prix contenu, avec une attention humaniste et fraternelle envers nos adhérents.

Merci aux anciens, bienvenue aux nouveaux administrateurs

Je tenais, dans cet édito, à remercier les administrateurs, mes compagnons de route, qui arrêtent leur mission, conformément à nos statuts. Je sais qu'ils

LIEN MUTUALISTE N°171 JUIN 2024

Revue trimestrielle éditée par la Mutuelle Générale des Affaires Sociales, mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la Mutualité - n° Siren 784 301 475

Administration et siège social:

96 avenue de Suffren, 75730 Paris Cedex 15 Tél.: 01 44 10 55 55 ou 01 44 10 55 00 Site internet: mgas.fr

Directeur de la publication: Michel Regnier Directrice de la rédaction: Annick Singer Rédaction: Laurent Azoulay (L. A.), Philippe Beretti (P. B.), Sandy Bertaud (S. B.), Philippe Droin (Ph.D.), Éliane Ferbus (E.F.), Aline Khammala (A. K.), Pauline Martins (P. M.), Justine Racinet (J. R.), Claude Tassin (C.T.). Rhêtorikê

Photos: © AdobeStock, Freepik, DR MGAS

Réalisation: Rhêtorikê

Chargé de publication: Serge Pécaud Maguette: Yann Collin

Prix au numéro: 0,40 € Abonnement annuel: 1.20 €

Impression: Galaxy Imprimeurs 205 à 213 route de Beaugé, 72000 Le Mans Imprimé à: 52 000 exemplaires Diffusé à: 51 983 exemplaires

Commission paritaire: 0225M08207

ISSN 0240-9410







SOMMAIRE



PANORAMA

Instantané sur la liberté d'association en France

4



GRAND ANGLE

Addiction aux jeux : tout comprendre pour la déjouer

Les jeux d'argent et de hasard : un business déloyal fondé sur la manipulation Pourquoi jouons-nous ?

C'est une affaire de cerveau

continueront à œuvrer pour la MGAS dans leur section respective et au niveau régional. Je tenais à remercier, plus personnellement, le Vice-président en charge du fonctionnement des instances. Il m'a secondé pendant cinq ans de manière remarquable avec une loyauté sans faille à l'égard de la Mutuelle, et en cherchant continuellement à valoriser l'intérêt collectif. Je sais que je pourrai ainsi compter sur le nouveau Conseil d'Administration, recomposé après les élections lors de notre Assemblée Générale, pour poursuivre cette dynamique.

Michel Regnier

RECHERCHE

Santé: la bio-impression au secours de l'innovation

13

PRÉVENTION

Les effets de la pollution atmosphérique sur la santé

16

MGASERVICES

Séminaire des administrateurs de la MGAS : la stratégie de la Mutuelle au cœur des discussions

Information et prévention avec les webinaires MGAS

Pleine Vie met à l'honneur la MGAS

Démarche Qualité – Audit de surveillance AFNOR Certification

6



MGASSEMBLÉE

La Raison d'être de la MGAS : initiative auprès des collaborateurs

Un magazine dédié aux élus de la MGAS 14

VIE PRATIQUE

Qu'est-ce qu'un service public?

18

COURRIER DES LECTEURS

Vous pouvez envoyer vos commentaires et vos questions concernant le magazine à : communication@mgas.fr

Instantané sur la liberté d'association en France

Mise en relief lors du vote de la loi contre le séparatisme du 24 août 2021, la liberté d'association constitue l'un des piliers de la République française. Issues des principes révolutionnaires, promulguées après l'abrogation de la loi Le Chapelier qui les empêchait, les pratiques associatives structurent la vie publique et offrent bien des solutions aux maux de la société. C'est pourquoi nous vous proposons un état des lieux afin de susciter – pourquoi pas – des vocations.

La possibilité de se regrouper : un cheminement sinueux

Si la date est connue du fait de l'expression «association 1901», la loi du 1^{er} juillet 1901 n'a rien d'une évidence. Historiquement, il convient de rappeler la méfiance des pouvoirs publics envers les regroupements d'intérêts particuliers, corporatistes ou non. C'est en effet en plein contexte révolutionnaire que la loi Le Chapelier entre en vigueur pour réprimer les mouvements ouvriers naissants, et les empêcher tout au long du XIX^e siècle. Finalement, l'étau se desserre progressivement, alors que, les régimes passant, Napoléon III tolère la grève puis Waldeck-Rousseau autorise les syndicats en 1884. Enfin, le 1er juillet 1901, la liberté d'association est consacrée.

La liberté d'association : comment ça marche?

Dans un avis rendu en juin 2022, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) considère que cette tradition française de volonté d'implication individuelle dans les politiques publiques est une réponse à la déconnexion entre les élites (politiques, scientifiques, etc.) et la population. Pour le CESE, la liberté d'association constitue une opportunité formidable pour le plus grand nombre de retrouver une capacité d'agir. Autrement dit et plus que jamais, les individus disposent de la possibilité de reprendre le contrôle de leur destin et de leur environnement en s'associant autour de sujets fédérateurs. De consommateur de droit, un simple individu dispose de la faculté de devenir acteur de droit grâce à la liberté d'association.

L'article 2 de la loi prévoit en effet qu'une simple déclaration auprès de la préfecture confère à l'association la personnalité morale.

Des droits encadrés

Bien entendu, les associations doivent respecter la loi et s'y conformer. L'article 3 indique que «toute association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs, ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du Gouvernement, est nulle et de nul effet ». C'est ce qu'est venue préciser la loi du 24 août 2021, qui dispose que les associations subventionnées ou agrémentées s'engagent sur :

- → le fait de respecter les lois de la République;
- → la liberté de conscience;

L'emploi salarié associatif par domaine d'activité

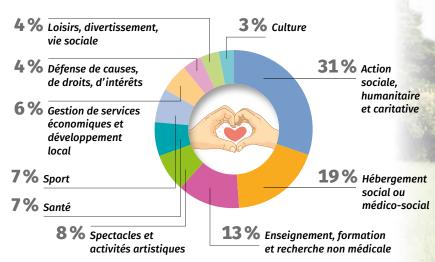


Tableau basé sur des données brutes : le total des arrondis varie autour de 100 %.

PANORAMA

- → la liberté des membres de l'association:
- → l'égalité et la non-discrimination;
- → la fraternité et la prévention de la violence:
- → le respect de la dignité de la personne humaine :
- → le respect des symboles de la République.

Les associations : quelle importance dans la société?

S'il est difficile de quantifier l'impact non marchand du monde associatif sur la société, il est tout de même possible de lister plusieurs indicateurs qui attestent une importance conséquente. On dénombre ainsi environ 1,3 million d'associations en France dont 146740 sont répertoriées comme employeuses par l'URSSAF.

Par ailleurs, les seules associations employeuses (la Croix-Rouge par exemple) – pourtant nettement inférieures en nombre aux associations non-employeuses (le club de bridge du coin) – comptent 1,8 million de salariés! Ce chiffre correspond à près d'un salarié sur dix du secteur privé en France.

Proportion de bénévoles par tranche d'âge

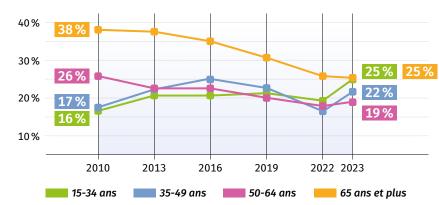


Tableau basé sur des données brutes : le total des arrondis varie autour de 100 %.

-13%

C'est le recul de l'implication des plus de 65 ans dans le bénévolat associatif (de 38 % en 2011 à 25 % en 2023).

À ce titre, l'exemple de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est typique : 9,9 % de la masse salariale relèvent du secteur associatif et constituent une

cohorte de 133 000 emplois locaux non délocalisables.

Enfin, 90 % des associations fonctionnent grâce à l'engagement des bénévoles, un français sur quatre se déclarant comme tel lors d'un sondage IFOP publié en 2023.

Source: https://www.vie-publique.fr/eclairage/292065-la-liberte-dassociation-en-france-un-etat-des-lieux



Séminaire des administrateurs de la MGAS : la stratégie de la Mutuelle au cœur des discussions

Le 3^e séminaire stratégique du Conseil d'Administration et du Comité de Direction du 5 mars dernier a exploré les sept axes identifiés lors d'un premier séminaire en avril 2022. Ces sept axes ont été actualisés avec les enjeux de nos partenariats avec la MGEN et Relyens.

1. Orientation concernant la fonction publique

- → Consolidation de la préparation des appels d'offres de la Fonction publique d'État.
- → Initialisation d'une réflexion « produits et services » pour la Fonction publique territoriale.
- Poursuite de l'instruction du changement de modèle économique vers un modèle collectif (organisation, ressources, compétences, process) dans le cadre de la Protection Sociale complémentaire de la Fonction publique (PSC) avec une communication institutionnelle plus prononcée mais cohérente avec notre ambition.
- Préparer des pistes de niche telles que les personnes protégées (Mutuelle Europe), le «collectif interprofessionnel », mais aussi la diversification vers des services et offres différenciants.

4 Continuer à aligner le système d'information (SI) avec la stratégie

Pour maintenir l'indépendance informatique et l'innovation dans la durée



en induisant une dynamique d'investissement cohérente avec les logiciels du marché.

5. Sécuriser le déploiement de la réglementation

- → Anticiper la réglementation de janvier 2025, DORA (résilience cyber) et consolider les exigences RGPD (sécurité, traçabilité et archivage).
- → Travailler sur la réforme du CSRD, nouvelle directive européenne sur le reporting de durabilité.
- Accélérer la réflexion sur la prévention et l'action sociale dans le droit fil de l'article 8 de l'accord interministériel Santé Fonction publique d'État du 26 janvier 2023.

→ Consolider les deux modèles « prévention et social » à date (un MGAS et un MGEN) sans oublier le modèle prévention du régime obligatoire (Urops).

Définir la nouvelle « Raison d'être »

- **de la MGAS** à partir de la loi Pacte et des axes prévention et action sociale toujours en lien avec l'article 8 de l'accord interministériel Santé du 26 janvier 2023
- → Poursuivre les missions des six chantiers lancés fin 2023 pour apporter des valeurs complémentaires à la communication institutionnelle.
- → Sur l'un des chantiers (communication et accessibilité), positionnement d'un ambassadeur en adéquation avec les valeurs actuelles.

L. A.



Information et prévention avec les webinaires MGAS

allié pour être en forme

lors d'un webinaire : « Mon sommeil et ma santé : comment être en forme au quotidien? ». Le sommeil est un allié indispensable pour la récupération physique et mentale de l'organisme.

Article: Le sommeil, mon meilleur

Un autre sujet abordé au mois de mars

Pour en savoir plus sur le sujet, n'hésitez pas à consulter notre page dédiée sur mgas.fr I. R.

→ https://mgas.fr/-/ et-si-nous-parlionsdu-sommeil-



Webinaire: La gestion immobilière des biens des majeurs protégés

En mars dernier, la MGAS a eu le plaisir d'inviter les Mandataires judiciaires à la protection des maieurs à une conférence sur le thème de la gestion immobilière des biens d'un majeur protégé. Un grand merci à Jean-Marie Plazy, professeur de droit privé et de sciences criminelles à l'Université de Bordeaux. pour cette belle intervention.

Au cours de cette conférence, nous avons exploré les aspects juridiques, éthiques et pratiques de la gestion des biens immobiliers des majeurs protégés.

Jean-Marie Plazy a mis en lumière les défis et les responsabilités incombant aux mandataires, en s'appuyant sur la jurisprudence récente, notamment des arrêts de la Cour de cassation qui définissent les standards de cette gestion : prudente, diligente, avisée et alignée sur les intérêts du majeur protégé.

→ Pour voir ou revoir le webinaire, rendezvous sur notre chaîne voutube! https:// www.youtube.com/ watch?v=LILnqQM6K70







Pleine Vie met à l'honneur la MGAS

Le magazine Pleine Vie a sélectionné la MGAS et son service innovant ROC 2 Care pour le prix Pleine Vie dans les catégories santé et mutuelle.

Il s'agit du service proposé par la Mutuelle, avec la coordination de l'opérateur de tiers payant Almerys et IMA assistance, aux adhérents en cas d'hospitalisation

pour les informer des services d'assistance inclus dans leur contrat (aide à domicile, garde d'animaux, portage de repas...). Aucune démarche de leur côté, la MGAS s'occupe de tout!

Vous retrouverez la MGAS dans les pages des prochains numéros du magazine des jeunes seniors.

Démarche Qualité - Audit de surveillance AFNOR Certification

Dans le cadre de la démarche de certification ISO 9001 version 2015 de la MGAS, un audit de surveillance a été mené par une auditrice d'AFNOR Certification les 16 et 17 mai derniers.

C'était l'occasion pour l'auditrice d'échanger avec les pilotes de processus et les collaborateurs afin de s'assurer de l'appropriation de la démarche Qualité et notamment du traitement des réclamations, des dérogations et des médiations par les équipes de la MGAS. L'auditrice n'a constaté aucune nonconformité, et a bien confirmé le maintien de la certification pour la MGAS.

Les points forts évoqués par l'auditrice AFNOR

- → Une bonne maîtrise de son environnement et une stratégie en adéquation avec les enjeux identifiés. Les enjeux majeurs sont bien compris par l'ensemble des intervenants.
- → De fortes valeurs mutualistes avec des engagements ambitieux au service



de ses adhérents. Un accompagnement omniprésent des adhérents, élus et collaborateurs au travers de divers projets, outils et supports de communication.

- → Les sujets majeurs sont pilotés en mode projet avec une vision transversale, ce qui atténue les risques de dérive. Des instances de pilotage récurrentes garantissent une prise de décision efficace et la mise en place d'actions de correction pertinentes.
- → L'anticipation et la prise en compte des enjeux dans les besoins de compétences futures avec la mise en place d'une stratégie RH.
- → Le suivi récurrent des indicateurs est réalisé par chaque pilote de processus. Les indicateurs sont analysés et revus en tant que de besoin. Des actions de réajustement ou d'optimisation sont clairement identifiées et déployées. Les résultats d'audit interne sont bons et chaque recommandation est traitée par la MGAS.

 A. K.

<i>laintenir</i>	la qualité au se	ervice des adhérents	Objectif qualité	Résultat 2023
	Être à l'écoute et apporter des réponses fiables aux adhérents	Taux moyen de décroché (en %)	91%	92,17%
(iii)		Taux de satisfaction vis-à-vis des accueils téléphoniques (en %)	90 %	97%
		Qualité et pertinence des réponses (en %)	80%	83 %
		Taux de satisfaction à l'égard des webinaires (en %)	90 %	95,29%
***************************************	Respecter nos engagements de délais	Délai moyen de liquidation en santé (en jours)	3	2,62
		Délai moyen de traitement d'une adhésion (en jours)	5	3,16
		Délai moyen de liquidation en prévoyance (en jours)	7	4,46
		Taux de satisfaction à propos du délai de réponse (en %)	85%	87%



La loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne met en partie fin aux monopoles du Pari mutuel urbain (PMU) et de la Française des Jeux (FDJ). Si l'ouverture à la concurrence en matière de jeux d'argent et de hasard a démarré timidement, sa férocité actuelle est à la hauteur des enjeux financiers : 48 milliards d'euros de mise des joueurs en 2020, pour 10 milliards partagés entre les opérateurs. Au point de recomposer notre rapport aux divertissements : le joueur n'est plus un spectateur passif. Il participe à l'événement par le biais de sa mise et ressent des émotions puissantes. Et il arrive que celles-ci prennent le dessus : on parle alors d'addiction.



Pour bien comprendre les enjeux liés à ce phénomène de société, nous vous proposons tout d'abord de décortiquer l'industrie du jeu et la façon dont elle gagne de l'argent, quand bien même elle créerait un problème de santé publique. Nous regarderons aussi de

façon précise ce que l'on entend par addiction en tant que telle, ainsi que le problème spécifique des jeux en ligne. Enfin, nous vous proposerons d'explorer les raisons culturelles et sociales expliquant pourquoi nous jouons. Bonne lecture!



Une activité pas comme les autres

le cœur du modèle économique.

Une simple lecture des textes de loi relatifs à l'organisation des jeux d'argent et de hasard donne la mesure : il ne s'agit pas d'une activité comme une autre. C'est ce que précisait d'ailleurs l'article 1 de la loi du 12 mai 2010, abrogé depuis : « Les jeux d'argent et de hasard ne sont ni un commerce ordinaire, ni un service ordinaire ; dans le respect du principe de subsidiarité, ils font l'objet d'un encadrement strict au regard des enjeux d'ordre public, de sécurité publique et de protection de la santé et des mineurs ».

En passant d'une activité régulée par l'État à un marché compétitif, de nombreux freins marketing ont été supprimés: publicités, sponsoring, offre de bienvenue, ciblage de groupes spécifiques, etc. Et, avec le recul d'un peu

plus d'une décennie, plusieurs études brossent un paysage assez clair.

Ainsi, l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives compte 190 euros par an et par foyer de dépenses dans les jeux d'argent et de hasard en 2020.

De son côté, Santé publique France explique qu'un joueur sur dix dépense

plus de 1 000 euros chaque année. Pour l'agence de santé, il existe, en France, un million de joueurs à risque modéré (voir encadré ci-dessous) et 370 000 joueurs excessifs, manifestant d'importants désordres coûteux pour les collectivités. Or, ce sont ces derniers qui concentrent 40 % du chiffre d'affaires des opérateurs. Sans surprise, on retrouve de

Quand jouer devient un problème : reconnaître l'addiction

Si vous souhaitez en savoir plus sur votre situation ou celle d'un proche, nous vous invitons à consulter le site internet https://www.evalujeu.fr/ mis en place à l'ANJ et qui permet – grâce à un test en ligne gratuit et rapide – de faire le point.



FOCUS

Casual gaming et micropaiement sur smartphone : un casino dans la poche !

Vous l'avez déjà vu sur le téléphone de votre voisin de métro ou de tram, ce jeu étrange où il faut faire les mêmes gestes répétitifs et qui clignote beaucoup.

Ou, avouons-le, c'est vous qui jouez à ce même jeu gratuit trouvé en tête de gondole sur l'App Store ou le Google Play. Que voulez-vous : c'est multicolore, plein de bruitages agréables et vous hésitez, d'ailleurs, à acheter de la monnaie locale pour accélérer le temps. C'est que vous êtes peut-être sous l'emprise (ou votre voisin) d'une boucle de gameplay qui abaisse votre vigilance et cherche à ce que vous effectuiez des micropaiements. Car après tout, 5 euros pour 50 gemmes (l'équivalent des jetons de casino), c'est une affaire. Ou pas : la facture mensuelle de votre Store peut être salée.

LE GAMEPLAY CONTRE LE JOUEUR

Tout d'abord, qu'est-ce qu'une boucle de gameplay? C'est la façon dont un jeu vidéo interagit avec le joueur. Pour conserver son attention, il convient d'activer le circuit de la récompense dans son cerveau parce qu'il a accompli une séquence d'actions mettant en œuvre son habilité ou son intelligence. C'est ici qu'interviennent les bruits, les lumières, les bonus ou toute autre signalétique vous indiquant un succès.

Mais en grevant un peu ce succès, c'est-à-dire en lui donnant un sentiment d'incomplétude, vous trafiquez les émotions du joueur afin de maintenir son attention engagée, avant de lui offrir la solution à son malaise : un micro-paiement. Ou plutôt de payer dix gemmes pour accélérer la construction de cette tour essentielle à l'endiguement de gobelins, ou de faire pousser les carottes plus vite (non-joueurs, ne riez pas, c'est une affaire sérieuse...).

Le pire, c'est la disponibilité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 de ce faux-jeu vrai-casino dans votre poche, ou sur votre table de nuit. Au point que les législateurs du monde entier se penchent sur le sujet, en interdisant aux mineurs de télécharger certains jeux ou en assimilant les micropaiements contre du contenu surprise (les fameuses loot box) à un jeu de hasard, comme en Belgique.

façon surreprésentée les groupes sociaux défavorisés, précisément ceux matraqués par la publicité.

Réguler les abus

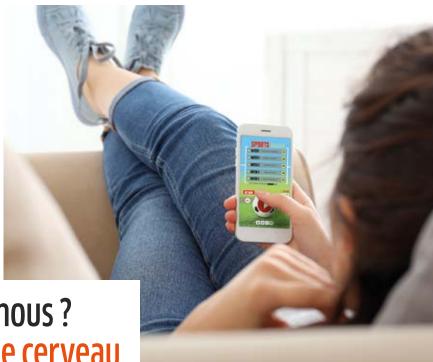
Si l'importance économique d'un petit groupe « malade » rappelle le modèle économique des alcooliers, celui qui consiste à présenter le pari comme un mode de vie attractif rappelle, quant à lui, celui des fabricants de cigarettes. C'est ici qu'intervient – pour les abus les plus manifestes - l'Autorité nationale des jeux (ANJ), une autorité administrative indépendante. C'est elle qui a obligé l'opérateur Winamax à interrompre sa campagne « Tout pour la daronne ». Ce spot publicitaire mettait en scène un jeune homme qui, grâce aux paris, gagnait de l'argent pour offrir une vie confortable à sa mère. >



GRAND ANGLE



> Ce spot contrevenait à une ordonnance interdisant qu'une publicité véhicule le message selon lequel les paris sportifs peuvent contribuer à la réussite sociale. Car le secteur s'est forgé une véritable expertise en exploitation des biais cognitifs. Tout est fait pour endormir votre vigilance ou troubler vos repères: acheter des gemmes dans un casual game sur votre smartphone vise à vous empêcher d'évaluer vos dépenses de façon efficace, tandis que vous répétez sans cesse la même boucle de gameplay (voir encadré page 11)... exactement comme avec une machine à sous et des jetons de casino.



Pourquoi jouons-nous ? C'est une affaire de cerveau

L'industrie des jeux d'argent et de hasard entretient un certain nombre de croyances qui nous rendent vulnérables. Et c'est aussi parce que notre cerveau a la fâcheuse tendance à conserver une étonnante capacité d'apprentissage, même lorsque nous ne le souhaiterions pas.

Au fond, est-ce si mal, de jouer? Certainement pas! Ce qui est malhonnête, c'est l'exploitation de certains mécanismes de notre cerveau contre notre volonté. Et ce qui est sans conteste fascinant, c'est la capacité déjà ancienne des escrocs à mobiliser et à détourner ces ressources cérébrales bien avant l'avènement des sciences cognitives ou de l'IRM.

Un premier axe redoutable est de déformer notre perception. Et pour cela, il est facile de compter sur notre capacité à évaluer correctement des ordres de grandeur. Ne vous en voulez pas, c'est normal. Une probabilité de 1 sur 10 000 est ainsi perçue comme 10 à 15 fois supérieure, nous expliquent les scientifiques.

Fausses promesses

Pour accentuer cet effet, les opérateurs passent leur temps à vous expliquer que le gain est à portée de main. C'est une campagne de communication fameuse de la FDJ qui martelait l'évidence selon laquelle « 100 % des gagnants avaient joué », ce slogan signant déjà une volonté de manipulation de la perception de la statistique.

Un deuxième axe consiste à donner au joueur l'illusion du contrôle. Pour y par-

venir, il suffit de faire acte, par exemple, de transparence puisque les résultats du Loto® sont consultables par tout un chacun. Tout comme il existe des dizaines de parutions sur les caractéristiques des chevaux de course et des terrains.

Mais le pire est au fond de nous : c'est la formidable capacité de notre cerveau à apprendre de ses expériences avec le monde... apprentissage qu'il est aussi aisé de détourner! C'est ici qu'intervient la notion de renforcement.

Plus un joueur va être exposé à des gains, plus il va renforcer son circuit d'apprentissage et celui de la récompense. Les chercheurs signalent ainsi une tendance à basculer dans l'addiction consécutivement à... une réussite importante. Et il est d'autant plus important de recruter des joueurs avec une somme de départ offerte afin de créer un conditionnement au plus tôt.

Santé: la bio-impression au secours de l'innovation

Les progrès considérables de la médecine au cours du siècle dernier doivent beaucoup aux expérimentations sur les animaux, mais surtout à la technique de la culture cellulaire. Cette projection « à plat » des organismes facilite la recherche et la création de traitements. Mais ce procédé a des limites : les tissus sont complexes et une représentation en deux dimensions insuffisante. C'est ici que la bio-impression intervient en partant à la conquête de la troisième dimension (le relief), voire de la quatrième (le temps).

Ces travaux à la pointe de la recherche appliquée se déroulent dans l'unité médecine régénératrice et squelette de l'Inserm à Nantes (44). Pour les scientifiques, la bio-impression présente deux intérêts majeurs.

Le premier consiste à utiliser des tissus bio-imprimés dans le cadre de la médecine dite « régénératrice ». À terme, ces pratiques cherchent à personnaliser le soin en offrant l'opportunité pour un patient de bénéficier – un jour – d'un greffon sur mesure, éliminant ainsi les risques de rejet ou de pénurie.

Le second tient dans les possibilités de modéliser efficacement des pathologies in vitro (en milieu artificiel), qui s'observent pour l'heure difficilement in vivo (dans l'organisme), ou dans des conditions éthiques discutables pour les animaux de laboratoire. En utilisant des outils standardisés, les perspectives d'avancées pour la médecine seraient considérables

Mimer le vivant : de la boîte de Petri aux hydrogels

Comme les cellules n'évoluent pas « en vrai » au fond d'une boîte en verre ou en

plastique, Vianney Delplace et son collègue Baptiste Charbonnier ont imagé un procédé rapprochant le champ expérimental de la réalité. Autrement dit, d'améliorer la réplique du milieu vivant en laboratoire en allant à la conquête de la troisième dimension.

«Les technologies de mise en forme d'objets permettent d'organiser dans l'espace des cellules et une matrice extracellulaire synthétique afin de reproduire les fonctions biologiques de tissus naturels», explique Vianney Delplace, chimiste et chercheur Inserm à Nantes.

Et pour parvenir à ce résultat, il faut un matériau bien précis : les hydrogels. «Constitués d'un réseau de chaînes de polymères hydratés, ces biomatériaux présentent une forte concentration en eau et des propriétés viscoélastiques qui miment l'environnement naturel des cellules », ajoute le chercheur.

Grâce aux caractéristiques des hydrogels, les cellules étudiées évoluent désormais dans des objets de forme rappelant leur milieu habituel, la matrice extracellulaire, et livrent plus facilement leurs secrets aux chercheurs.



LEXIQUE

- → Matrice extracellulaire: réseau de macromolécules formant un espace extracellulaire assurant le soutien, la protection mécanique et chimique, l'organisation tissulaire, la migration et la communication de ces cellules.
- → **Polymère:** corps composé formé par l'union en chaîne ou en réseau de plusieurs molécules de faible masse moléculaire en une molécule de masse moléculaire élevée (macromolécule).
- → Viscoélasticité: caractère d'un solide qui est tout à la fois élastique et visqueux.

À la conquête de la quatrième dimension : le temps

Non contente de franchir la troisième dimension, l'équipe s'attaque au temps. Car celui-ci est déterminant pour une simulation en laboratoire efficace.

« Une fois au point, cette technique permettra de réaliser des modèles simples, maîtrisés et modifiables dans le temps qui peuvent être suivis de manière répétée afin d'étudier le fonctionnement de tissus normaux ou pathologiques ainsi que les processus biologiques associés », indique Baptiste Charbonnier, spécialiste des matériaux et chercheur à l'Inserm.

C'est pour cette percée remarquable que l'Agence nationale de la recherche vient de débloquer un financement afin de développer un modèle expérimental de l'arthrose.

Source : Magazine de l'Inserm, n° 59.

La Raison d'être de la MGAS : initiative auprès des collaborateurs

Le Comité de pilotage « Raison d'être », composé d'élus et d'opérationnels, a pour objectif de mettre en œuvre et de suivre des projets de transformation de la Mutuelle, d'après la mission que l'entreprise s'est attribuée.



La « Raison d'être » de la MGAS, inscrite à l'article 3 des statuts, influe sur six axes identifiés : relation avec les adhérents, enjeux auprès des salariés, implication au cœur de la société, gouvernance mutualiste, gestion financière et engagements environnementaux. Pour chaque axe de transformation, des priorités ont été définies et des actions concrètes sont mises en œuvre.

La formation et la connaissance de l'environnement métier, la clé du succès

Ainsi, concernant l'impact sur les salariés, il a été décidé de travailler sur la formation et le développement personnel. Pour cela, la grande majorité des membres du Comité de pilotage a souhaité remettre au gout du jour le « vis ma vie » en interne. L'objectif est de realiser une journee d'immersion dans un autre service et donc de découvrir le métier de ses collègues. Une meilleure compréhension du périmètre de chacun pourra fluidifier les échanges entre services et contribuer à améliorer notre « travaillerensemble ».

L'opération a rencontré un franc succès et les premiers échanges ont démarré dès le mois de mai.

Il est prévu de renouveler l'expérience plusieurs fois d'ici la fin de l'année!

P.M. et P. B.

MGASSEMBLÉE



Un magazine dédié aux élus de la MGAS

Depuis janvier 2024, la MGAS propose aux administrateurs, délégués et présidents de section de la Mutuelle un support d'information dédié : *Le MAG' élus*.

Ce magazine été spécialement conçu pour renforcer la communication et la coopération entre les différentes sections de la Mutuelle... L'objectif est de renforcer une culture commune et mutualiste pour défendre toujours mieux les intérêts des adhérents. La cohésion et le travail des élus de la Mutuelle illustrent son engagement à améliorer continuellement ses services et à répondre à vos besoins.

En effet, la MGAS est régie par les dispositions du Livre II du Code de la Mutualité. À ce titre, elle est indépendante et ses représentants sont élus par et parmi les adhérents. Le principe « une personne = une voix » est appliqué.

Dans le détail : un magazine à plusieurs voix

Le magazine est écrit, en grande partie, par les élus eux-mêmes, qui transmettent leurs articles au groupe de travail Communication. Ils écrivent sur les sujets suivants.

- → Les actualités de la Mutuelle, qu'il s'agisse des nouvelles réglementations, des chiffres clés, des évolutions de notre structure.
- → Les projets d'entreprise tels que la réforme de la Protection Sociale Complémentaire, les évolutions des offres, les actions de prévention, la Raison d'être...



Le groupe de travail Communication, qui réalise *Le lien mutualiste* et *Le MAG' élus*. De gauche à droite : Philippe Droin, Éliane Ferbus, Justine Racinet, Eva Navarro et Annick Singer. Non présents sur la photo : Sandy Bertaud, Claude Tassin et Aurélie Pécaud.

- → Les initiatives et projets innovants menés par les sections et les différents groupes de travail.
- → **Des portraits et des interviews** des élus engagés et bénévoles.

Le MAG' élus se veut également être une source d'inspiration. En mettant en avant les bonnes pratiques et les réussites des uns et des autres, nous espérons encourager toutes les sections à innover et à s'investir pleinement dans leurs missions. C'est ensemble, que nous pouvons grandir et renforcer notre Mutuelle.



Les effets de la pollution atmosphérique

sur la santé

Si la pollution atmosphérique ne se traduit plus par des épisodes de smog (mélange de brouillard et de fumées toxiques) dans nos contrées, il n'en demeure pas moins que la qualité de l'air respiré est clairement perfectible. Mais, comme son amélioration relève de politiques publiques et de choix collectifs, il est difficile d'agir sur le plan individuel. Sauf à s'informer et à appliquer quelques gestes simples pour se protéger.

Qui est concerné?

L'Organisation mondiale de la santé est formelle : 99 % de la population mondiale respire un air qui ne respecte pas les limites relatives à la qualité recommandée. L'annonce est quelque peu anxiogène, et indique aussi que les seuils de tolérance sont exigeants. Mais nous sommes tous concernés et l'avertissement doit donc être pris au sérieux.

À quoi ressemble un polluant atmosphérique?

Pas forcément visibles, quatre types de polluant affectent nos voies respiratoires et notre organisme, surtout lorsqu'ils sont de petite taille (moins de 2,5 microns). Il s'agit:

- → des gaz ;
- → des métaux lourds ;
- → des particules ;
- → des poussières en suspension.

99%

PRÉVENTION

de la population mondiale respire un air qui ne respecte pas les limites relatives à la qualité recommandée.

Concrètement, un épisode de poussière venant du Sahara est tout aussi mauvais pour les poumons que la dispersion des pollens au printemps, ou même la fumée « qui sent bon » de ce brave voisin qui vient d'allumer un feu de cheminée.

Quelles sont les conséquences?

Santé publique France considère que près de 40 000 décès prématurés sont attribuables aux particules de moins de 2,5 microns dans l'air. Les personnes au système immunitaire fragile comme les nourrissons ou les anciens sont particulièrement exposées. Les causes de mort précoce sont notamment l'obstruction et les infections des voies respiratoires, les accidents cardiovasculaires et les cancers.

Qu'est-ce que je ressens?

Les polluants atmosphériques ont des impacts à court et long termes. Les premiers sont perceptibles, car ils interviennent souvent au cours d'un épisode de pollution. Les muqueuses abîmées facilitent les réactions allergiques et in-



Qu'est-ce qu'un service public?

C'est une activité d'intérêt général gérée par...



Une administration

OU

Une entreprise publique

Un **établissement public**





Un **organisme du secteur privé**

(ex.: une entreprise)

Trois principes de fonctionnement









L'Union européenne

parle de « services d'intérêt général » et de « services d'intérêt économique général ».

Principaux domaines d'intervention



Ordre et régulation

(ex.: justice)



Protection sociale et sanitaire

(ex. : Sécurité sociale)



Éducation et culture

(ex.: enseignement)



Économie

(ex.: transports)







Atlantique à Port E

Avec Vacances Bleues, découvrez des lieux d'exception en France :

Hôtels, clubs et résidences 3 ou 4 étoiles

VOS AVANTAGES MGAS

Club*** Les Jardir

- -10%* en France (hors partenaires)
- -5%* sur les voyages à l'étranger et les croisières

INFORMATIONS ET RÉSERVATIONS

vacancesbleues.fr ou **O4** 91 **OO** 96 13 en indiquant votre code **MAS**



Partez à la découverte du monde avec les

Voyages Responsables





NOUVEAU PROGRAMME **DE PARRAINAGE**



Récompense pour vous 30 € en e-carte cadeau

Et pour votre filleul
15 € en e-carte cadeau

Je retrouve le formulaire* sur mgas.fr



* Je retrouve également toutes les conditions dans le règlement de l'offre sur mgas.fr rubrique « Téléchargement ».

